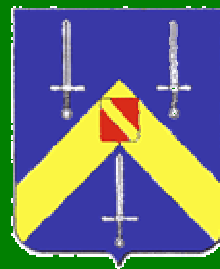


# Plan Local d'Urbanisme de WARMERIVILLE



VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À NOTRE DÉLIBÉRATION EN DATE  
DE CE JOUR APPROUVANT LE PLAN LOCAL D'URBANISME  
DE NOTRE COMMUNE.

Le, 10 février 2009

***Annexes E3***

***Annexes  
Sanitaires***



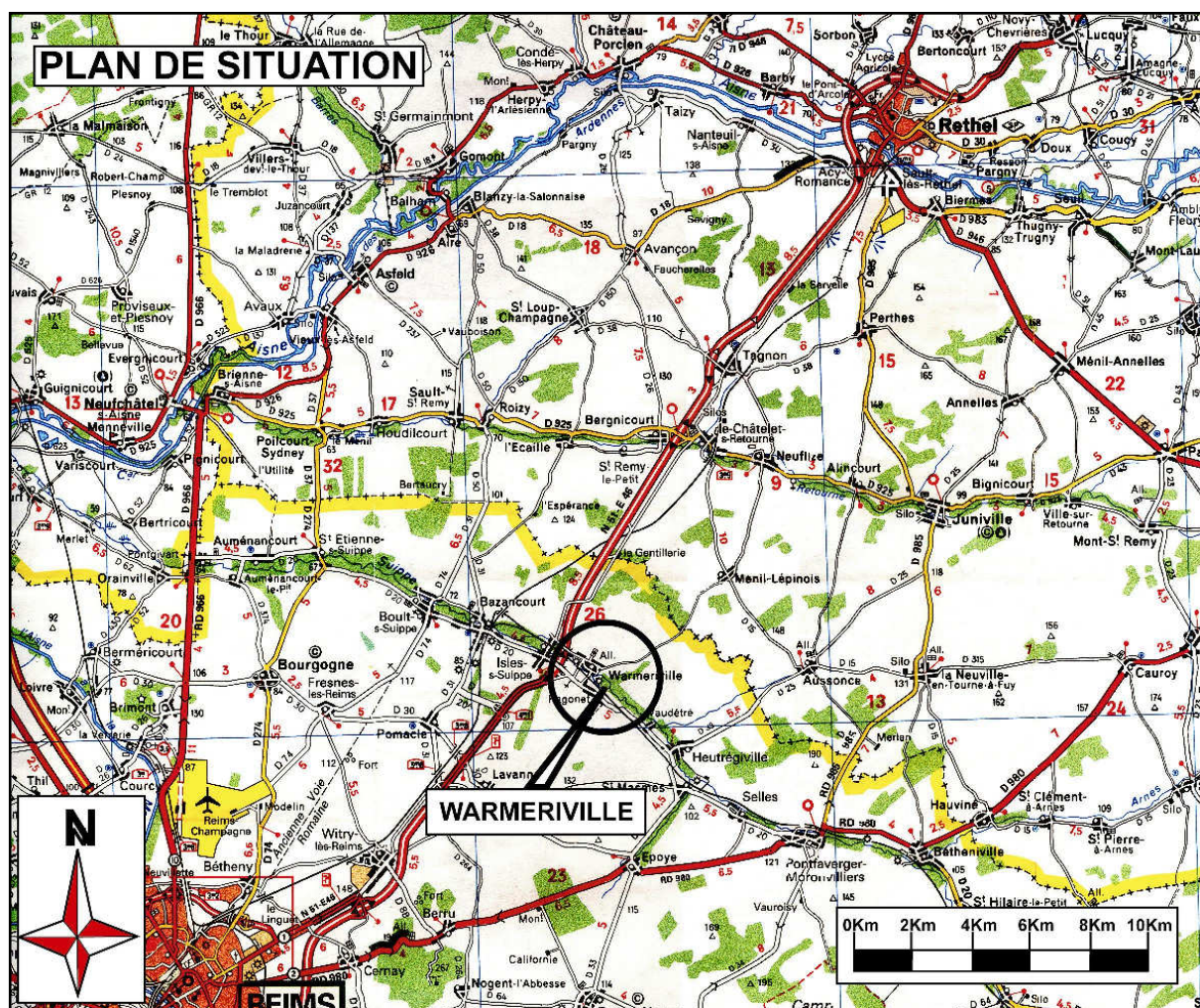
# Annexes sanitaires

---

L'alimentation en eau potable .....p.1

L'assainissement.....p.9

Les résidus urbains .....p.15





# L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE

La commune de Warmeriville est regroupée en Syndicat Intercommunal avec les communes de BAZANCOURT, BOULT-SUR-SUIPPE, et ISLES-SUR-SUIPPE.

## L'état initial

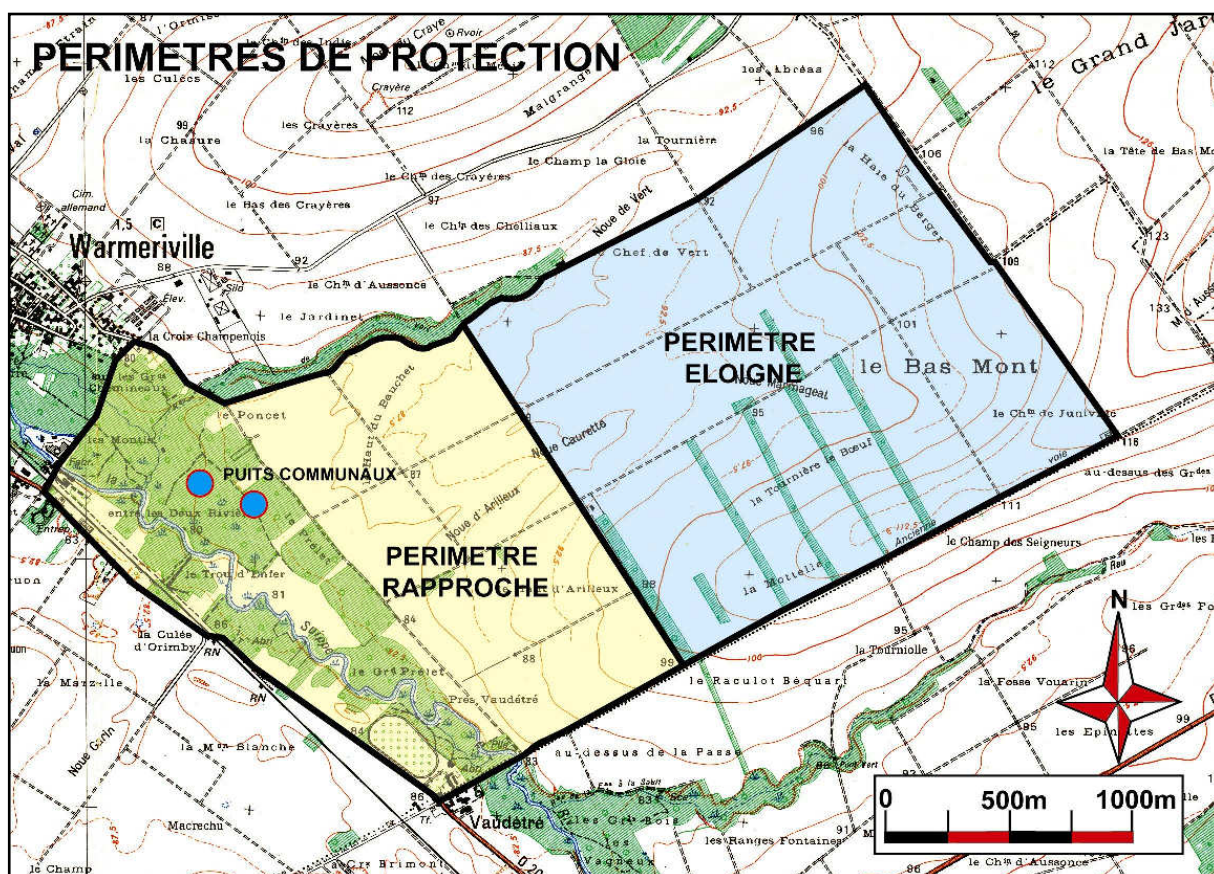
### Les ressources et les protections

Le syndicat exploitait auparavant un puits situé au Nord-Est du village au lieu dit "Le Petit Vat ".Ce captage était équipé d'un groupe de pompage débitant 80m<sup>3</sup>/heure, ce qui suffisait à satisfaire les besoins des communes du syndicat.

Actuellement, le syndicat exploite en régie deux forages localisés au Sud-Est du village, dans la nappe alluviale de la Suippe, au lieu dit "Le Prélet". Une station de pompage composée de deux groupes de deux pompes de 60 m<sup>3</sup>/heure de débit, (soit un débit horaire de 120m<sup>3</sup>), pompent l'eau dans deux puits de 25m de profondeur et 1,20m de diamètre, et assure l'exhaure, puis le refoulement des eaux dans les réservoirs. Ces pompes fonctionnent deux par deux par intermittence.

Toutefois, en cas d'incidents sur ces captages, l'ancien forage est conservé en secours.

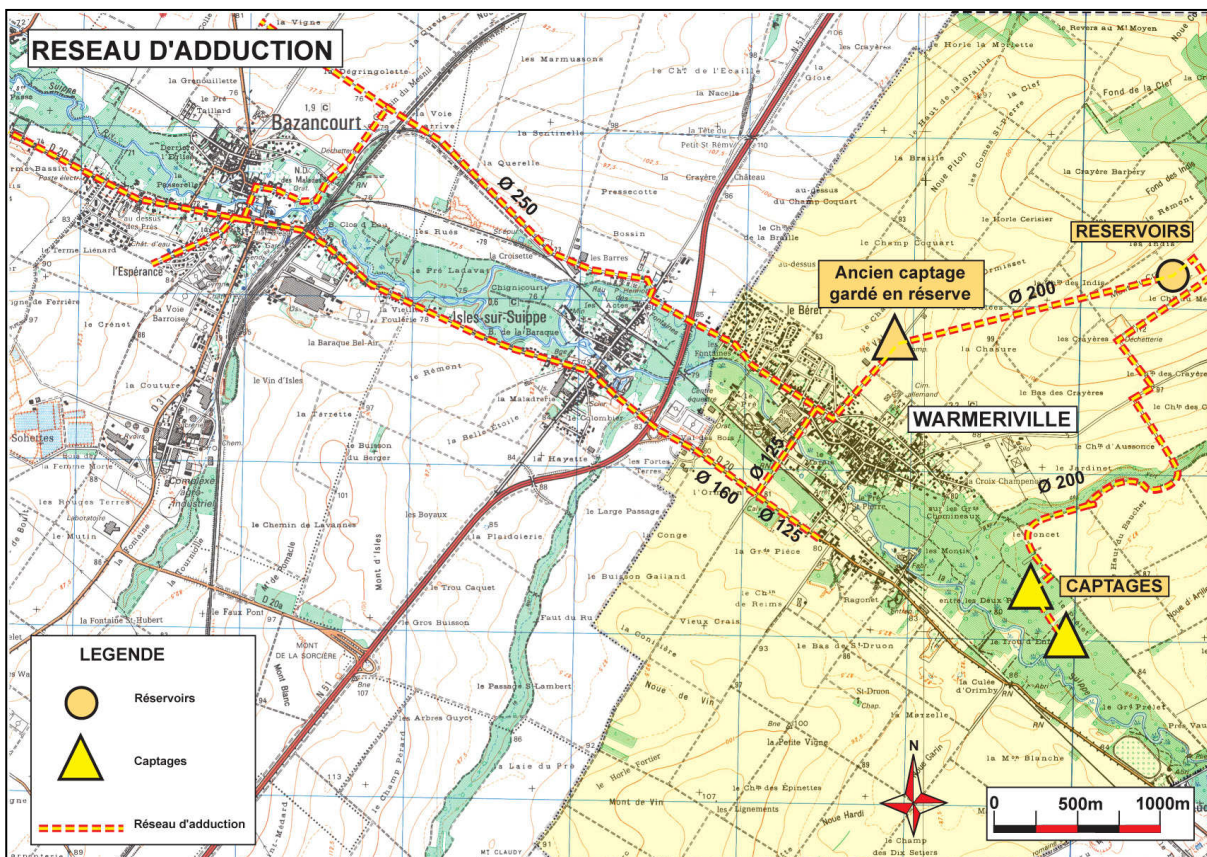
Les champs captant sont protégés par une D.U.P. en date du 29 juin 1995.



## L'adduction

Le transit des eaux en provenance des captages vers les réservoirs est effectué par une canalisation de Ø 200. De ces réservoirs repart une canalisation de Ø 200 qui dessert le village de Warmeriville, puis se divise en deux dans l'agglomération, en Ø 250 et Ø 160 pour desservir les autres villages du syndicat.

Ces canalisations fonctionnent en -distribution, c'est-à-dire qu'elles alimentent tous les villages du syndicat sans passer par les réservoirs existants, ceux-ci s'étant vu affecté une autre utilisation.



## Les réserves

Deux réservoirs de 315 m<sup>3</sup> de capacité chacun stockent les eaux en provenance des forages avant leur distribution en direction des communes du syndicat.

Ces réservoirs ont les caractéristiques suivantes :

- N.I.U. 117,00m N.G.F.<sup>1</sup>
- N.S.U. 122,50m N.G.F.

Le terrain naturel se situant environ à 120m N.G.F.

La capacité des réservoirs permet d'assurer une protection incendie du type "grand secours".

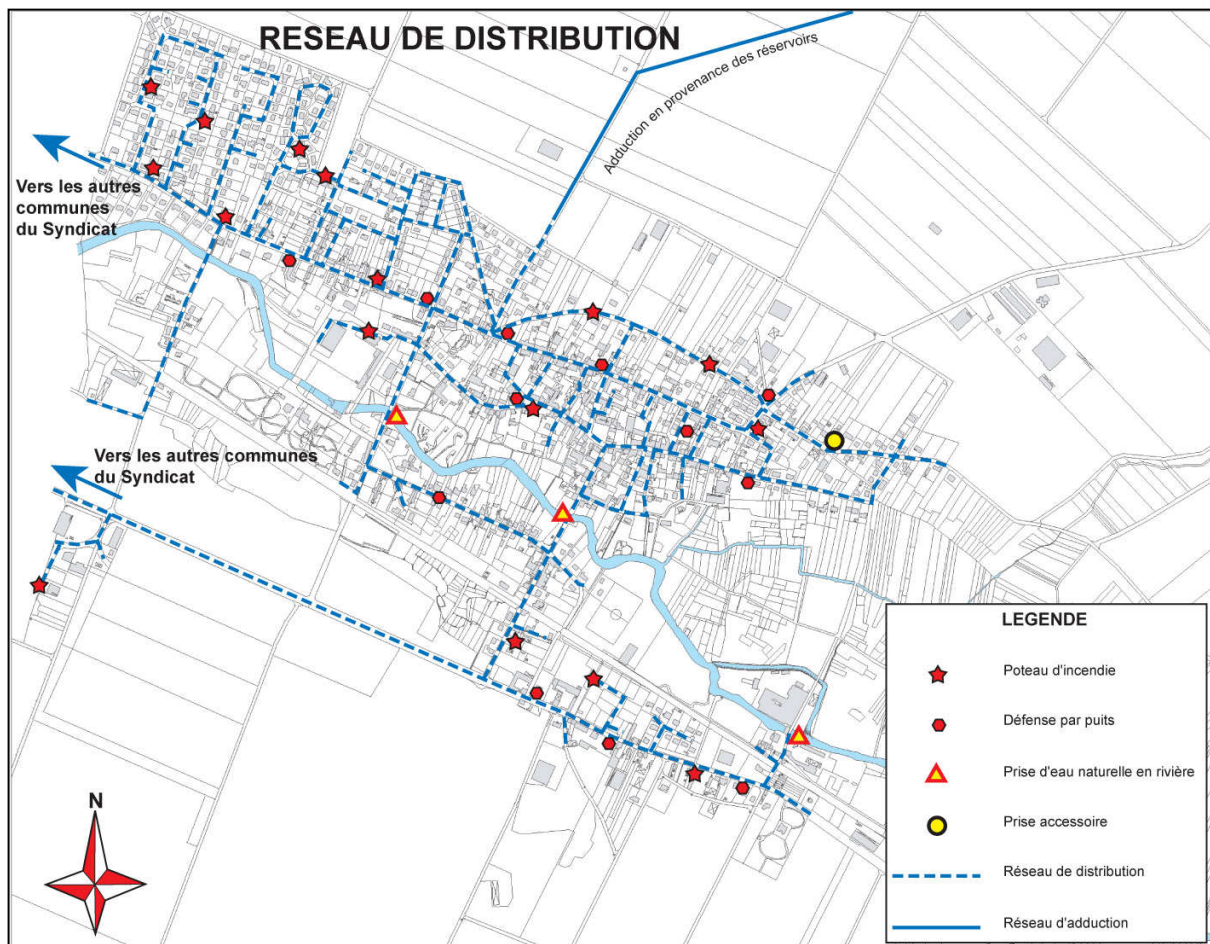
<sup>1</sup> côtes de niveau rattachées au Nivellement Général de la France



## La distribution

À partir des réservoirs précités, le réseau de distribution assure l'alimentation des usagers par des conduites de diamètres variant de Ø 60 à Ø 200.

Deux conduites principales de Ø 160, et Ø 200 issues des réservoirs, sont utilisées pour la desserte du village et le transit vers les autres villages. En piquage sur ces conduites principales, un réseau secondaire de desserte dimensionné de Ø 60 à Ø 160, assure la distribution d'eau potable du village par une ossature composée de plusieurs boucles raccordées les unes aux autres, et alimentées par le réservoir. Ce maillage assure une desserte correcte de l'ensemble des usagers tant en débit qu'en pression.



### Protection Incendie

La protection incendie de type "premier secours" est assurée par des poteaux d'incendie, ainsi que par une réserve de 120 m³. La commune est également pourvue de nombreux puits disséminés sur le village, et constituant des réserves d'eau. Il est également possible d'alimenter les pompes à incendie à partir de trois prises d'eau naturelle en rivière.

La commune possède un centre de secours départementalisé de 34 Sapeurs Pompiers équipés du matériel nécessaire pour des interventions dans les communes de la vallée de la Suippe, et parfois même, le centre est utilisé en renfort par le centre de secours de Reims, et même pour d'autres communes du département.

## Consommation

	Warmeriville	Isles/Suippe	Bazancourt	Boult/Suippe
Nombre d'habitants desservis	2 178	673	1 952	1 364
Volumes distribués	90 836 m <sup>3</sup>	34 807 m <sup>3</sup>	92 792 m <sup>3</sup>	49 856 m <sup>3</sup>
Volumes par habitant en m <sup>3</sup> /an	41,70	51,72 Hors industrie 49,88	47,53 Hors industrie 43,99	36,55

Source: Syndicat des eaux de Warmeriville

## Qualité de l'eau

Le Code de la Santé Publique (articles R 1321-1 à R 1321-66 et annexes 13-1 à 13-3) applicable depuis le 25 décembre 2003 vise à accroître encore d'avantage la sécurité sanitaire des eaux distribuées. Entre autre le contrôle de la conformité des eaux se fait désormais au robinet du consommateur, et non plus seulement à son compteur. Les paramètres sont définis sur la base d'objectifs sanitaires plus précis et stricts, etc...

Dans ce cadre, les eaux destinées à la consommation humaine doivent : (Art R 1321-2 et R 1321-3 et annexe 13-1 du CSP) :

- Ne pas contenir un nombre ou une concentration de micro-organismes, de parasites ou de toutes autres substances constituant un danger potentiel pour la santé des personnes.
- Etre conformes à des limites de qualité pour des paramètres susceptibles de générer des effets immédiats ou à plus long terme sur la santé des consommateurs.
- Satisfaire à des références de qualité, valeurs indicatives établies à des fins de suivi des installations de production et de distribution d'eau et d'évaluation de risques pour la santé des personnes.

Les contrôles effectués tout au long de ces dernières années font apparaître un taux de nitrate correct de 34,9 mg/l, mais en croissance constante. Les analyses bactériologiques et chimiques de l'eau démontrent que l'eau distribuée est conforme aux normes.

## Les problèmes rencontrés

Pas de problèmes majeurs rencontrés dans l'exploitation des captages. Il reste cependant de nombreux branchements particuliers en plomb à supprimer dans les communes du syndicat pour le 25 décembre 2013, la commune de Warmeriville n'en possédant plus pour sa part.

Afin de préserver les captages face aux nitrates, le syndicat subventionne les C.I.P.A.N., (cultures intermédiaires pièges à nitrates) mises en place par les agriculteurs dans les champs situés dans les périmètres de protection des captages.

Une surveillance est effectuée dans les périmètres pour détecter toutes sources susceptibles de provoquer une pollution de la nappe.

Une prolongation du Ø 200 pour le renforcement de l'adduction de BOULT-SUR-SUIPPE est prévue.



## L'état projeté

### Les ressources

#### Perspectives de développement

	Population 2004	Taux d'accroissement naturel (d'après le Schéma Directeur)	Estimation population pour les 10 à 15 ans
WARMERIVILLE	2 134	1,2	2 560

Le tableau ci-dessus a été établi à partir des observations de croissance de population observées par l'INSEE, et les perspectives d'évolution à prévoir.

La mise en place du P.L.U. va dégager pour les 10 ou 20 ans à venir une surface importante de terrains à bâtir, ce qui pourrait conduire à un doublement de la population.

#### Estimation des besoins

Les modes de vie futurs de la population axés sur le confort lié à l'utilisation d'appareils électroménagers gros consommateurs d'eau, ainsi que le développement de l'habitat individuel, conditionnera les futurs besoins en eau par habitant. Ces besoins seront également dépendants du développement artisanal de la commune, et des futures zones constructibles définies au P.L.U.

#### Les ressources utilisables

- **Les champs captant existants**

Le champ captant du PRELET sur la vallée de la Suippe, qui regroupe les forages du Syndicat de WARMERIVILLE est exploité depuis les années 90. Il offre une réserve suffisante pour assurer les quantités d'eau nécessaire aux villages du Syndicat pour les prochaines années, cependant le Syndicat n'envisage pas la fourniture d'eau aux grosses industries.

- **Les potentialités**

Le Syndicat de WARMERIVILLE alimente 4 communes. La sécheresse qui a sévi ces dernières années n'a que peu affecté le niveau des nappes. La qualité de la nappe de la Suippe permet d'envisager la possibilité d'un doublement de la production d'eau potable pour alimenter la population des villages du Syndicat.

Les analyses effectuées tous les trois mois laissent apparaître une hausse constante des taux de nitrates, mais ceux-ci sont encore bien en dessous de la norme des 50 mg/l (actuellement à 34,9 mg/l).

#### Traitement des eaux

La qualité des eaux étant sous haute surveillance, des traitements adaptés seront développés, si nécessaire, en fonction des anomalies rencontrées lors des analyses fréquentes des eaux pompées, de manière à délivrer à chaque usager une eau répondant aux normes de qualité imposées par la législation en vigueur.

## Les réserves

## La distribution

- Les zones futures ainsi que celles de faible importance incluse dans le tissu urbain existant seront alimentées à partir du réseau de distribution existant.
- Le Syndicat n'acceptera pas la fourniture d'eau à de grosses industries, qui devront trouver leur propre source d'approvisionnement, sauf pour les usages domestiques.

# L'ALIMENTATION EN EAU POTABLE

## ANNEXE A.E.P.

La circulaire n° 465 du 10 Décembre 1951 des Ministères de l'Intérieur (Service National de la Protection Civile), de la Reconstruction et de l'Urbanisme (Direction de l'Aménagement du Territoire) et de l'Agriculture (Direction Générale du Génie Rural et de l'Hydraulique Agricole), toujours en vigueur, précise les règles à suivre pour des travaux de défense contre l'incendie et, notamment, l'alimentation en eau du matériel d'incendie.

Généralités sur l'extinction des incendies (principes généraux)

### A - A partir du réseau public de distribution d'eau potable

Dans tous les cas, il importe de partir des deux idées essentielles suivantes :

1. L'engin de base de lutte contre le feu est la moto pompe de 60m<sup>3</sup>/h dont sont dotés les Centres de Secours.
2. La durée approximative d'extinction d'un sinistre moyen peut être évalué à deux heures.  
"Comme corollaire immédiat, il en résulte que les sapeurs-pompiers doivent trouver sur place, en tout temps, 120 m<sup>3</sup> d'eau utilisable en deux heures. La nécessité de poursuivre l'extinction du feu sans interruption exige que cette quantité puisse être utilisée sans déplacement des engins. A noter que ces besoins ne constituent que des minima et qu'en cas de risques importants il y aura lieu de prévoir l'intervention de plusieurs engins pompes de 60 m<sup>3</sup>/h".

#### a. Réserve incendie

"Le ou les réservoirs doivent permettre de disposer d'une réserve d'eau incendie d'au moins 120m<sup>3</sup>, compte tenu, éventuellement, d'un apport garanti pendant la durée du sinistre".

#### b. Réseau de distribution

Le réseau doit être capable d'alimenter une pompe incendie qui refoule l'eau prélevée en lui communiquant la pression nécessaire. Un tel réseau ne peut cependant prétendre à assurer à lui seul la défense de la localité desservie que s'il remplit les conditions suivantes:

- les canalisations doivent pouvoir fournir un débit minimum de 17 l/s,
- la pression de marche des prises, avec ce débit, doit permettre aux sapeurs-pompiers l'utilisation de tuyaux souples d'alimentation; en principe cette pression doit être au moins de 1kg/cm<sup>2</sup> (0,6kg/cm<sup>2</sup> minimum),
- ce réseau doit alimenter des prises d'incendie constituées par des bouches de 100mm ou de préférence par des poteaux de même diamètre, plus visibles,
- ces appareils doivent être disposés sur des conduites d'un diamètre en rapport avec le débit à fournir de l'engin de lutte contre le feu employé par les sapeurs-pompiers (ex: une bouche de 100 mm doit être disposée sur une conduite maîtresse d'un diamètre supérieur ou égal à 100mm),
- le rayon de protection de ces bouches varie entre 100 et 150m pouvant atteindre 200m pour certaines.



## **B - À partir de réserves artificielles**

Les réserves artificielles doivent être créées en des endroits judicieusement choisis par rapport aux bâtiments à défendre et facilement cessibles en toutes circonstances.

Chacune d'elles doit avoir une capacité minimum de 120m<sup>3</sup> d'un seul tenant; toutefois, lorsque son alimentation est assurée par un réseau de distribution ou par une source, cette capacité peut être réduite du double du débit horaire de l'appoint.

L'ouvrage ainsi défini permet d'assurer une défense suffisante contre un risque moyen situé dans un rayon de 400m.

La constitution de ces réserves peut être assurée par la collecte des eaux de pluie ou de ruissellement, par le captage de sources, par le drainage de marécages, au moyen d'un branchement sur le réseau, enfin à partir d'un point d'eau éloigné, au moyen de récipients ou de tonnes ou même par les engins pompe des sapeurs-pompiers. Dans ces derniers cas, il appartient au Maire, ou pour l'ensemble du département au Préfet, de fixer par arrêté les conditions dans lesquelles les sapeurs-pompiers assureront cette opération.

Ces réserves peuvent être constituées par des citernes, bassins, piscines, lavoirs, abreuvoirs et autres points d'eau similaires.

### **a. Citernes**

Les citernes enterrées présentent sur les bassins de nombreux avantages au point de vue de l'hygiène, de la réduction des risques d'accidents, de la diminution des inconvénients du gel et de l'évaporation, etc...

Elles doivent comporter un regard de visite de 0,80m environ de côté, ou de diamètre fermé par un tampon circulaire et, à son aplomb, au point bas du radier, un puisard d'aspiration de 0,40m de profondeur destiné à recevoir aisément la crépine des tuyaux d'aspiration de l'engin pompe.

Lorsque leur alimentation sera assurée à partir d'un réseau de distribution d'eau potable, la canalisation d'amenée devra, pour éviter tout retour, déboucher à un niveau supérieur à celui du trop plein.

Lorsque le remplissage sera assuré par drainage ou collecte des eaux de ruissellement, on pourra être amené à prévoir un dispositif de décantation des boues.

### **b. Piscines**

Les piscines, par leur capacité, présentent un intérêt certain au point de vue de lutte contre le feu. Cependant, lorsque la disposition des lieux ne permettra pas l'accès du bassin aux engins d'incendie, il y aura lieu de prévoir à la partie basse de l'installation une ou plusieurs prises spéciales ou branchements d'au moins 100 mm. Ces canalisations aboutiront en principe sur la voie publique et seront terminées - selon leur orientation - par une douille à rebord saillant de 100mm formant bouche ou par un raccord symétrique fixe de 100mm analogue à celui équipant les poteaux d'incendie.

Ces branchements seront munis d'une vanne de barrage chaque fois qu'ils seront en charge.

### **c. Lavoirs**

Les lavoirs constituent en général à eux seuls des réserves insuffisantes ; il conviendra donc de leur adjoindre des bassins de façon à obtenir les 120m<sup>3</sup> d'eau nécessaires.

# L'ASSAINISSEMENT

## L'état initial

Le village de WARMERIVILLE est localisé dans le bassin versant de la Suippe, ayant pour exutoire naturel la rivière Suippe. Ce bassin qui regroupe les communes de WARMERIVILLE, ISLES-SUR-SUIPPE, BAZANCOURT, et BOULT-SUR-SUIPPE, conflue vers la rivière AISNE, et la Suippe traverse à AUMÉNANCOURT, les terrains où sont situés les zones de captage de la ville de REIMS, qu'il est donc nécessaire de fortement protéger pour sauvegarder la qualité de l'eau potable.

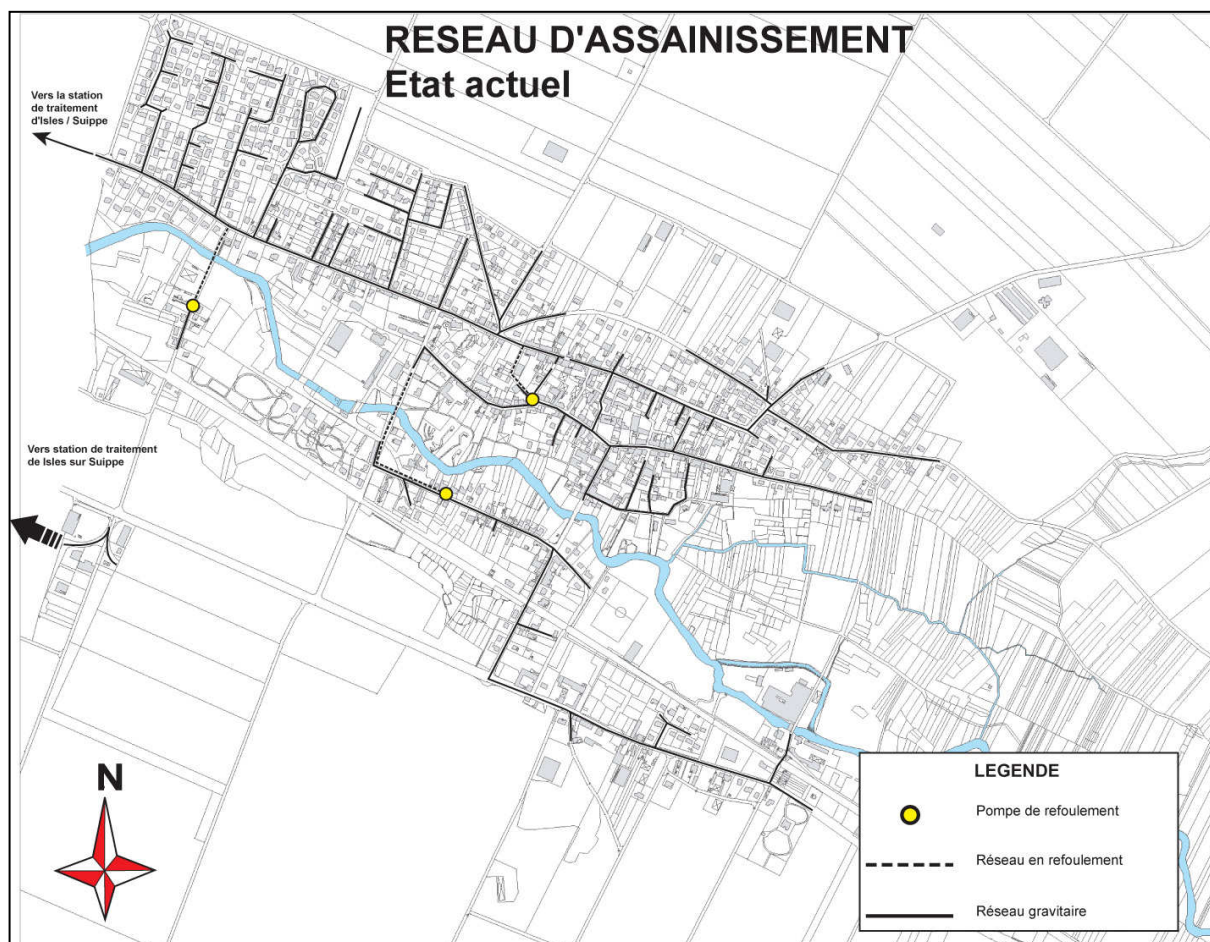
## L'assainissement collectif

La compétence assainissement des eaux usées est assurée par le Syndicat de WARMERIVILLE, qui assure la réalisation, l'entretien des réseaux d'assainissement et de la station d'épuration. Le réseau est du type séparatif, et les eaux usées recueillies sont dirigées vers la station d'épuration située sur la commune de ISLES-SUR-SUIPPE.

Les eaux usées polluées d'origine industrielle ou artisanale, doivent être traitées sur site par des systèmes de traitement adaptés. Il ne sera en aucun cas autorisé un branchement sur le réseau du syndicat.

## Le réseau des eaux usées

L'ensemble du village est couvert par un réseau de Ø 200, qui collecte l'ensemble des eaux usées en majorité gravitairement, et en refoulement sur quelques secteurs, pour les envoyer vers la station d'épuration située à ISLES-SUR-SUIPPE, au lieu-dit "Les Rues". Les postes de refoulement sont situés rue des Marais, rue du Pré, carrefour des rues Michelet et des Cavaliers.



## **La station d'épuration**

La station d'épuration a été reconstruite, et sa capacité portée à 12 000 équivalents/habitants depuis décembre 2000.

Le traitement des effluents s'effectue par aération prolongée, avec un traitement de l'azote par nitrification-dénitrification, et du phosphore par voie physico-chimique.

Le traitement s'effectue selon le schéma suivant:

- Arrivée des eaux usées, dégrillage et comptage des eaux,
- Dégraissage, déshuilage, traitement biologique,
- Clarification, traitement des boues.

Les eaux épurées sont rejetées à la Suippe, et les boues sont épandues sur les terres agricoles par une entreprise spécialisée. Les boues sont régulièrement analysées par la Chambre d'Agriculture dans le hangar de stockage ou elles sont entreposées.

## **Le réseau des eaux pluviales**

La commune ne dispose pratiquement pas d'un réseau d'assainissement collectif de ses eaux pluviales. Celui-ci comprend quelques courtes canalisations en des points sensibles, mais la majorité des eaux de ruissellement des voiries sont canalisées vers des fossés absorbants via les caniveaux, ou aboutissent à la rivière Suippe.

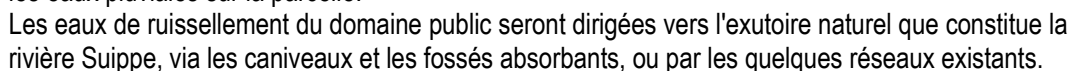
Les eaux pluviales des parcelles privatives sont absorbées sur celles-ci.

## **Zonage d'assainissement**

Le syndicat de Warmeriville a mis en place un zonage d'assainissement depuis Mars 2006.



La prise en compte de l'ensemble de ces éléments, ainsi que la population prévisible des autres communes du syndicat pour les prochaines années, permet de constater que la station actuelle pourra absorber le surplus d'effluents à traiter. En effet, la population totale des communes est actuellement d'environ 6 248 habitants, auxquels il faut ajouter les industriels raccordés, ce qui équivaut à un total d'environ 8 000 équivalents/hab, et la station est dimensionnée pour 12 000 équivalents/habitants.





# L'ASSAINISSEMENT

## ANNEXE ASSAINISSEMENT

### ASSAINISSEMENT DES AGGLOMÉRATIONS ET PROTECTION SANITAIRE DES MILIEUX RÉCEPTEURS

Textes officiels de la réglementation et notamment :

- Loi sur l'eau n°92-3 du 3 janvier 1992 et son décret d'application n°94-469 du 3 juin 1994.

### ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF

- Circulaire Ministère de la Santé du 13 septembre 1994 (B.O. Ministère de l'Équipement n°95/5) relative à l'assainissement des eaux usées urbaines.
- Les deux arrêtés du 22 décembre 1994 fixent respectivement :
  - \* Le premier relatif aux prescriptions techniques relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L 372-1-1 et L 372-3 du Code des Communes<sup>1</sup>.
  - \* Le second relatif à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L 372-1-1 et L 372-3 du Code des Communes.
- Le 1<sup>er</sup> arrêté du 6 mai 1996 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif<sup>2</sup>.
- Le 2<sup>ème</sup> arrêté du 6 mai 1996 fixant les modalités du contrôle technique exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non collectif.
- Arrêté du 21 juin 1996 fixant les prescriptions techniques minimales relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L 2224-8 et L 2224-10 du code général des collectivités territoriales, dispensés d'autorisation au titre du décret n°93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau (J.O. du 9 août 1996).
- Circulaire n°97-31 du 17 février 1997 relative à l'assainissement collectif de communes – ouvrages de capacité inférieure à 120 kg DB05/jour (2 000 EH).
- Circulaire n°97-49 du 22 mai 1997 relative à l'assainissement non collectif.

<sup>1</sup> annexe II modifiée par l'arrêté du 16 novembre 1998 (JO du 5 décembre)

<sup>2</sup> modifié par l'arrêté du 3 décembre 1996 (JO du 28 janvier 1997)



#### Études préalables à la définition des zones d'assainissement non collectif

- Principales étapes du zonage schéma récapitulatif,
- Délimitation du territoire objet de la procédure de zonage,
- Étude des caractéristiques de la commune,
- Étude du milieu physique,
- Vérification de la conformité des propositions vis-à-vis d'autres documents de planification et de la réglementation,
- Simulation financière étude technico-économique,
- Propositions alternatives de zonage
- Propositions du zonage définitif (carte et notice),
- Enquête publique,
- Approbation définitive du zonage par le Conseil Municipal.

### **ASSAINISSEMENT INDUSTRIEL**

- Arrêté du 1<sup>er</sup> mars 1993 relatif notamment aux rejets de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à réglementation.

## LES RESIDUS URBAINS

### La collecte des ordures ménagères

Le plan départemental des déchets et assimilés de la Marne a été approuvé le 18 Décembre 2003 par arrêté préfectoral.

La collecte des déchets est de la compétence de la Communauté de Communes Vallée de la Suippe. Le ramassage est effectué par le SYCODEC.

Le ramassage en collecte sélective est effectuée une fois par semaine , le mercredi pour la poubelle bordeaux " tout venant ", et le lundi pour la poubelle,, jaune ( corps creux, boîtes métalliques, boîtes plastiques, tétra briques ), et la poubelle bleue (papiers, journaux, revues, cartonnettes ).

Le ramassage du verre est assuré par 5 bennes à verres disséminées sur le village.

Les habitants de la commune ont également accès à deux déchetteries situées sur les communes de Warmeriville et de Bazancourt.

PLAN TYPE D'UNE DECHETTERIE

